

N'abandonnons pas les Afghanes à leur triste sort, elles qui sont emprisonnées à domicile et privées de tout par un des pires régimes misogynes de la planète, dans un pays dont la sécurité alimentaire n'est plus assurée.

Il faut AGIR et EXIGER plus de solidarité de la part des instances internationales !

On le sait, les talibans avaient cherché à rassurer la communauté internationale lors de leur prise de pouvoir en Afghanistan, le 15 août 2021, en promettant que les Afghanes seraient autorisées à étudier et à travailler dans le strict cadre de la charia. Et comme il fallait s'y attendre au vu de la sinistre expérience précédente, c'est tout le contraire qui s'est passé et se passe tous les jours, le gouvernement taliban s'acharnant depuis septembre 2021 à enchaîner les mesures contre les femmes, désormais privées quasiment de tous leurs droits et emprisonnées entre les quatre murs de leur maison.

Rappelez-vous : l'une des premières mesures prises par le nouveau gouvernement a été de « suspendre » *sine die* le retour à l'école des Afghanes à partir de la sixième, les privant ainsi du jour au lendemain de leur droit fondamental à une éducation.

En ce début d'année 2023, 80% des filles et des jeunes femmes en âge d'aller à l'école, soit environ 2,5 millions d'après l'ONU, ne sont plus scolarisées et près de 30% d'entre elles n'ont même jamais connu l'école à ce jour.

Cela ne suffisait pourtant pas aux talibans. Le 20 décembre 2022, le ministère de l'enseignement supérieur a pris la décision d'interdire « jusqu'à nouvel ordre » aux Afghanes de suivre des études supérieures dans les universités publiques comme privées, décision d'application immédiate qui a privé plus de 100 000 étudiantes (chiffre ONU) de tout accès aux établissements d'enseignement supérieur qu'elles fréquentaient. Avant cette interdiction, une jeune femme sur trois était inscrite à l'université.

Puis 4 jours plus tard, le 24 décembre, le gouvernement taliban a décrété l'interdiction pour les femmes de travailler dans des ONG nationales ou internationales opérant sur le territoire afghan alors que le pays s'enfoncé dans une situation humanitaire terrible et est au bord de la famine. De nombreuses femmes travaillaient encore dans des ONG dont l'aide apportée à la population civile est absolument essentielle.

L'Afghanistan est aujourd'hui le seul pays au monde à interdire aux filles et aux femmes tout droit à une éducation et c'est également le seul pays au monde où les femmes et les filles ont été si rapidement privées de leurs droits humains fondamentaux uniquement du fait de leur sexe. Des records criminels.

La communauté et les instances internationales s'en sont émues mais aujourd'hui, face à la multiplication des conflits dans le monde, la guerre faite par les Russes à l'Ukraine, la révolution iranienne violemment réprimée par un régime autocratique du même acabit que les Taliban, le sort des Afghanes ne semble plus être une priorité.

Déchues de leurs droits, sous la menace constante de représailles, les Afghanes tentent courageusement de poursuivre à tout prix leurs activités ; certaines bravent héroïquement et au prix de leur vie les interdictions en continuant à s'instruire et en organisant clandestinement l'enseignement des filles et des jeunes femmes, continuent à travailler pour nourrir leur famille et ne pas mourir de faim. Elles n'ont parfois pas le choix.

Ne les abandonnons pas ! Manifestons notre solidarité, exigeons plus d'action de la part des instances internationales.

Nous vous avons signalé dans la lettre d'Elles aussi du mois de mai 2022 l'action d'Hamida Aman, à la tête de l'ONG Begum Organization for Women à l'initiative de Radio Begum (<http://www.begum.fm/>), une radio de femmes pour les femmes, qui diffuse actuellement dans sept provinces de l'Afghanistan des programmes éducatifs en dari et en pachtu, à l'attention des filles privées d'écoles ainsi que des programmes de soutien psychologique aux Afghanes dont certaines sont au bord du suicide, notamment les adolescentes. Cette radio fonctionne toujours, miraculeusement pourrait-on dire, mais elle est menacée. Hamida Aman réfléchit à d'autres modalités pour pouvoir continuer son action tout en assurant la sécurité de ses salariées. Plus que jamais, il faut aider Radio Begum o (dons possible en suivant le lien <https://www.helloasso.com/associations/bow-radio-begum>) pour que la résistance des Afghanes puisse continuer à exister et à se faire entendre.

Christine Villeneuve
Elles aussi/ AFD